

Leonard, Jeffrey H. and contributors. *Environment and the Poor : Development Strategies for a Common Agenda*. Washington (D.C.) Overseas Development Council, Coll. « U.S.-Third World Policy, Perspectives », no. 11, 1989, 240 p.

Gabrielle Lachance

Volume 21, Number 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702761ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702761ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachance, G. (1990). Review of [Leonard, Jeffrey H. and contributors. *Environment and the Poor : Development Strategies for a Common Agenda*. Washington (D.C.) Overseas Development Council, Coll. « U.S.-Third World Policy, Perspectives », no. 11, 1989, 240 p.] *Études internationales*, 21(4), 874-876. <https://doi.org/10.7202/702761ar>

convenu ; dès lors, la connaissance est limitée parce qu'elle normalise ce qui est déjà normalisé, d'où «l'adaptabilité limitée de la méthode statistique» p. 88.

Dans la deuxième partie, pp. 95-225, divers auteurs ont essayé à travers six contributions d'illustrer les différents questionnements analysés précédemment par des études de cas où s'affirment «le caractère contingent des catégories statistiques et leur conditionnement institutionnel».

Ainsi, à travers «L'illusion de la connaissance statistique dans les pays en développement, le cas du Maroc», L. Abdelmalki a bien montré les limites des statistiques en tant qu'outils de promotion et de mesure de développement au service de l'État. Après avoir mis l'accent sur les freins organisationnels de la direction de la statistique du Maroc ainsi que la pertinence des mesures statistiques fournies par cette institution, l'auteur en arrive à la conclusion que les méthodes de l'observation statistique sont inappropriées et l'objectif poursuivi ne peut être atteint. Ainsi, selon ce dernier : «c'est une absurdité coûteuse et cependant inévitable puisqu'elle appartient au modèle de développement».

Les contributions de D. Requier-Desjardins «Méthodes statistiques et formes sociales en Afrique sub-Saharienne» et de Michel Seruzier «La TES au service de la mesure de l'économie non enregistrée (Propositions méthodologiques pour les pays en voie de développement)» font ressortir l'inadéquation des catégories statistiques standards dans les pays du Tiers monde parce que les pré-requis de l'observation sont différents. Aussi d'autres démarches méthodologiques complémentaires sont indispensables pour mieux comprendre le tissu économique et social de ces pays. M. Seruzier va jusqu'à suggérer que le processus d'observation devrait partir de l'utilisation des résultats.

Quant à la contribution de H. Aujac «Post-face, données statistiques, politique

économique», c'est une excellente synthèse. Du point de vue de l'économiste «préoccupé par la nature et les causes de la richesse des Nations» p. 188, il estime que la mesure de la richesse n'en remplace pas l'analyse, ce qui l'amène à se demander la nature du rapport entre la théorie et les données statistiques. Pour ce faire, il a procédé à l'analyse des approches méthodologiques de certains grands économistes célèbres qui, sans statistiques pertinentes, en sont arrivés à des théories durables par l'observation continue et continuelle de leur environnement et ceci, grâce à leur culture générale. C'est pourquoi conclut-il : «on fait de la science avec des faits, comme une maison avec des briques, mais une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de cailloux n'est une maison» p. 197. Le statisticien est selon H. Aujac «quelqu'un qui a une connaissance suffisante de l'économie de son pays pour, en l'absence de statistiques pertinentes, être capable d'inventer les ordres de grandeur des données qui lui sont nécessaires» p. 204. C'est dire qu'il ne faut pas exagérer le rôle et l'importance des statistiques.

La pertinence de l'ensemble de ces contributions, aussi bien du point de vue de la théorie que des études de cas, m'oblige à dire que nous avons affaire à un excellent ouvrage qui doit être recommandé aux chercheurs intéressés par les chiffres.

Michel HOUNDJAHOUÉ

ENA/Cotonou et GERFI/Montréal

LEONARD, Jeffrey H. and contributors. *Environment and the Poor : Development Strategies for a Common Agenda*. Washington, (D.C.) Overseas Development Council, Coll. «U.S.-Third World Policy, Perspectives», no. 11, 1989, 240 p.

Ce collectif tente de mettre en évidence l'interrelation qui existe entre la pauvreté,

l'environnement et la démographie. Le message central de l'étude : 60 % des pays les plus pauvres connaîtront des problèmes environnementaux graves si des stratégies de développement ne sont pas rapidement adoptées.

Le chapitre de présentation donne un aperçu global du problème de la pauvreté dans les régions écologiquement vulnérables des pays en développement, avec les conséquences graves que cette situation entraîne sur l'environnement. En plus de quelques lignes directrices d'une politique générale, on y trouve des recommandations pour les agences de développement international. Les chapitres suivants présentent des facettes particulières de ce phénomène.

Les régions irriguées (chap. 1). Comment concilier le besoin d'étendre la production irriguée dans les pays en développement avec certains problèmes environnementaux et humains associés à l'irrigation ? L'auteur examine en quoi les groupes économiques ont eu tendance à bénéficier le plus de projets d'irrigation et invite les donateurs internationaux de même que les gouvernements des pays en développement 1) à répondre aux besoins croissants de rendement des régions irriguées à une époque où le capital et l'eau peuvent devenir plus rares, et 2) à réduire les dommages environnementaux et à accroître les bénéfices afférents aux fermiers pauvres des régions irriguées.

Les régions tropicales arides et semi-arides (chap. 2). Dans ces régions, des forces majeures de changement ont accentué les problèmes environnementaux : la croissance démographique, la demande accrue de produits commercialisés, l'introduction de nouvelles technologies, le déplacement des autorités politiques vers les villes avec une tendance à centraliser le pouvoir. Ces facteurs ont contribué à l'affaiblissement des systèmes traditionnels de gestion des ressources naturelles et ont conduit à la dégradation et à l'épuisement des sols et des forêts, à l'éro-

sion par le vent et l'eau et, dans certains cas, à la désertification.

Les forêts tropicales (chap. 3). La destruction des forêts tropicales est un problème environnemental très controversé. Le déboisement, avec ses conséquences écologiques dévastatrices, est souvent causé par l'utilisation des terrains boisés pour l'élevage du bétail, l'agriculture et le commerce du bois – activités qui n'ont aucune garantie financière ou écologique. L'auteur suggère comme stratégies complémentaires : la plantation d'arbres pour répondre aux besoins de bois de chauffage industriel ; un développement agroforestier pour stabiliser les petites fermes ; la gestion de la forêt naturelle pour des produits secondaires et du bois commercial.

L'agriculture à flanc de coteau (chap. 4). Les problèmes reliés à ce genre d'agriculture sont particulièrement aigus dans les pays en développement en raison de la grande pauvreté qui y sévit, d'une ressource naturelle médiocre, d'une production agricole insuffisante en denrées de base et du manque d'emplois non agricoles. Les approches conventionnelles de développement et les technologies disponibles dans ces régions ne répondent pas adéquatement aux problèmes de fond. L'auteur suggère donc cinq champs susceptibles de renverser les tendances actuelles : des programmes communautaires de sylviculture, une meilleure gestion de la terre, la promotion de l'émigration, une réforme des structures institutionnelles et des politiques, enfin, la promotion de nouvelles technologies.

Les zones urbaines (chap. 5). Dans les pays en développement, les pauvres des zones urbaines ont des caractéristiques particulières : familles plus nombreuses, mortalité infantile élevée, espérance de vie plus faible. Ce phénomène est grave car la croissance démographique est plus rapide dans les villes que dans les campagnes. L'auteur relève une série de questions vitales pour la santé et la

survie de millions de pauvres vivant en zones urbaines, soit : la substitution du combustible pour la cuisson, les installations sanitaires (eau, égouts), les ressources humaines informelles, la gestion des terres en périphérie, les besoins fondamentaux (nourriture, eau et énergie) et le recyclage des déchets.

Les écosystèmes fragiles (chap. 6). Les espèces sauvages les plus riches et les plus rares sont presque toutes concentrées dans quelques pays tropicaux. Plusieurs de ces régions sont menacées. L'auteur identifie trois causes principales du déclin des espèces animales et végétales : la pauvreté des gens qui habitent ces régions, une demande accrue de produits de la part du monde industrialisé et le braconnage. En 1985, la République démocratique de Madagascar, un des pays les plus pauvres de la terre, a décidé d'implanter un Plan d'action pour préserver son très riche héritage national. Les priorités de ce Plan sont la protection de la biodiversité, l'amélioration de l'environnement urbain et rural, le contrôle des terres, l'éducation de la population et un support institutionnel pour le Plan.

Ce collectif présente des études fouillées, comme d'ailleurs toutes celles menées par le ODC. Il peut donc être utilisé comme livre de référence. La grande unité du plan permet des comparaisons utiles entre les divers chapitres. Toutefois, au cours de la lecture, on se prend à rêver d'un autre volume, intitulé cette fois *Environment and the Rich*, qui présenterait une facette complémentaire du phénomène. En feuilletant les pages, une question revient sans cesse : jusqu'à quel point la réponse aux besoins de consommation des pays riches a contribué et contribue encore à la destruction de l'environnement des pays du Tiers-Monde et à l'appauvrissement de leurs populations urbaines et rurales ? On sait que le problème démographique se résorbe avec l'élévation du niveau de vie. Quelle est la part de responsabilité des élites et des gouvernements locaux, des organisations internationales

(Banque Mondiale, Fonds monétaire international) et des firmes multinationales ? Au sujet de la protection des sols, par exemple, il serait intéressant d'établir une comparaison entre les terres utilisées pour la culture d'exportation et les autres ; entre celles qui sont gérées par des firmes multinationales étrangères ou des grands propriétaires terriens et les terres cultivées par les pauvres. Cette question et bien d'autres pourraient utilement faire l'objet d'une autre production du ODC et compléter ainsi un travail bien commencé.

Gabrielle LACHANCE

*Directrice générale
Développement et Paix, Québec*

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

DAVIS, Jacquelyn K., PERRY, Charles M., PFALTZGRAFF, Robert L. Jr. *The INF Controversy: Lessons for NATO Modernization and Transatlantic Relations*. Washington-London, Institute for Foreign Policy Analysis, Inc. -Pergamon-Brassey, Coll. «Special Report» 1989, 137p.

On aurait tort d'ignorer les études de politique prospective rédigées avant que 1989 ne changeât le contexte diplomatique et militaire de l'après-guerre. Si 1990 constitue une nouvelle année zéro, les facteurs qui agiront sur les choix politiques et militaires n'ont pas tous disparu pour autant. La réconciliation des contraintes internes et externes posera des difficultés majeures pour les politiques de défense et les relations interalliées. Ce rapport de l'Institute for Foreign Policy Analysis reste donc pertinent, même si l'avenir de l'alliance atlantique demeure incertain. Son objectif principal est de conseiller le